

La cartographie communale

**Un impératif pour le
développement territorial**

P.6

OTR

P.5

**La grande refonte
fiscale est en marche**



Agriculture



**Les producteurs
bénéficient du soutien
de Faure Gnassingbé**

P.3



Waraa

— LES VAINQUEURS —

HEBDOADAIRE TOGOLAIS D'INFORMATIONS ET D'ANALYSES N° 0548 du 12 Février 2026 - Prix : 250 F CFA



Togo/Politique
**Après trois décennies de
dialogues en pointillés,
la tentation du statu quo**



Chers usagers de la route, merci de prévoir
exactement le montant équivalent à votre
redevance afin de faciliter le passage au péage.

L'actualité continue sur le www.waraa.tg

Décentralisation

Les mairies togolaises entrent dans une nouvelle ère

Longtemps cantonnées à un rôle administratif limité, les mairies togolaises ont aujourd'hui un tournant décisif. Portées par la dynamique de décentralisation, elles s'affirment désormais comme de véritables moteurs du développement local, plus proches des citoyens et mieux outillées pour répondre à leurs besoins.

Cette transformation s'appuie d'abord sur un renforcement progressif de leurs compétences et de leurs moyens d'action. Avec l'appui de l'État et une organisation institutionnelle consolidée, les collectivités territoriales disposent de marges de manœuvre élargies pour lancer des projets structurants. Réhabilitation des voiries urbaines, amélioration de l'éclairage public, modernisation des marchés et des espaces publics : les initiatives



se multiplient et redessinent progressivement le visage des communes.

Au-delà des infrastructures, c'est toute l'administration de proximité qui gagne en efficacité. Les mairies deviennent des espaces d'écoute et de dialogue où les préoccupations des habitants trouvent des réponses adaptées. Délivrance plus rapide des actes administratifs, gestion optimisée de l'état civil, suivi accru des besoins sociaux : autant d'avancées qui renforcent la confiance entre élus locaux et populations.

digitalisation

L'année 2026 marque une étape supplémentaire avec le lancement du Projet de digitalisation des mairies (PDiMa). Financée par la KfW Development Bank dans le cadre du programme d'accélération du numérique au Togo, l'initiative prévoit de connecter les 136 bâtiments municipaux du pays, soit l'ensemble des mairies opérationnelles.

Le projet va au-delà des seules administrations communales. Il ambitionne également de connecter 1 488 établissements scolaires

publics — représentant 22 % des écoles et 760 000 élèves — ainsi que 253 centres de santé, soit 30 % des formations sanitaires publiques.

Le volet formation constitue un autre pilier du programme. Environ 100 000 bénéficiaires devraient être touchés par les programmes de la Digital Academy, 700 000 utilisateurs auront accès au réseau de connaissances, tandis que 150 start-up seront incubées au sein d'un centre d'innovation technologique.

Un levier pour l'essor économique et social

Cette renaissance des mairies ne se limite pas à la modernisation administrative. Elle participe activement à l'essor économique local. Les communes s'imposent comme des catalyseurs de développement, capables de valoriser les potentialités locales et de créer un climat propice à l'investissement et à l'em-

ploi.

Sur le plan social, l'accent mis sur l'assainissement, la gestion des déchets, la salubrité publique et la protection de l'environnement contribue à améliorer la santé des populations et l'attractivité des villes.

Parallèlement, la gouvernance locale gagne en maturité. La participation

citoyenne est encouragée, offrant aux habitants la possibilité de s'impliquer davantage dans les décisions qui les concernent. Une dynamique qui renforce le sentiment d'appartenance et la responsabilité collective.

À travers cette modernisation, le Togo fait le pari d'un développement ancré dans les territoires, porté par des collectivités locales plus autonomes, plus performantes et résolument tournées vers l'avenir.

Waraa

Cap sur la

WARAA
Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Pamphile S. NUMENYA

RÉDACTION
Ezi Akoma
Razak
Tchaa
Jack Nukunu

INFOGRAPHISTE
Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE
YANIDEL GROUPE

Tirage : 3.000 Exemplaires
Récuplé N° 0471/29/05/13/HAAC

Annonces et pubs
appelez le 90-02-52-45

Retrouvez
votre Journal
WARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans les kiosques

Numéros Utiles

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

Paix dans les Grands Lacs

Faure Gnassingbé a échangé avec João Gonçalves Lourenço

À l'invitation de João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola et Président en exercice de l'Union africaine, Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil et Médiateur de l'Union africaine pour la résolution de la crise dans la région des Grands Lacs a effectué ce lundi une visite de travail à Luanda.

Cette rencontre de haut niveau s'inscrit dans le cadre de l'engagement des relations entre le Togo et l'Angola, ainsi que dans la dynamique de concertation africaine sur les grands

enjeux du continent. Les deux chefs d'État ont un entretien en tête-à-tête axé sur les principaux piliers du partenariat bilatéral, avec pour objectif de définir de nouvelles perspectives de coopération mutuellement avantageuses.

Les échanges ont essentiellement porté sur les questions d'intégration continentale, de paix, de sécurité et de stabilité en Afrique, avec un accent particulier sur la situation préoccupante dans la région des Grands Lacs. En sa qualité de Médiateur de l'Union africaine, le Président du Conseil pour-



suit une démarche inclusive et concertée en vue de l'instauration d'une paix durable dans cette partie du continent, conformément au mandat qui lui a été confié.

À quelques jours de la Conférence des chefs

d'État et de gouvernement de l'Union africaine, cette mission diplomatique revêt une importance stratégique. Elle vise notamment à préparer l'examen des enjeux majeurs auxquels le continent est

confronté, en particulier la gestion de la crise persistante à l'Est de la République démocratique du Congo.

Les Présidents Faure Essozimna Gnassingbé et João Manuel Gonçalves Lourenço entretiennent par ailleurs des consultations régulières sur les questions bilatérales, régionales et continentales, témoignant de leur engagement commun en faveur de la paix, de la sécurité et de l'intégration africaine.

WARAA

Agriculture

Les producteurs bénéficient du soutien de Faure Gnassingbé

Déterminé à faire de l'agriculture un secteur à haute valeur ajoutée, moteur de croissance et de création de richesse, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a poursuivi, le 1^{er} février 2026, sa série de rencontres de proximité avec les producteurs agricoles des Zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP), dans les préfectures de Dankpen et de la Binah, au nord du pays.

À Guérin-Kouka, dans la préfecture de Dankpen, le Président du Conseil s'est rendu au Centre de transformation agricole (CTA) où il a échangé avec les exploitants des ZAAP sur les réalités du terrain, les difficultés rencontrées et les pistes de solutions pour accélérer le développement du secteur agricole dans une démarche inclusive. « Ces rencontres ont pour finalité d'identifier ensemble des solutions aux défis auxquels les Togolais sont confrontés. Le gouvernement seul ne détient pas toutes les réponses. Vous, producteurs agricoles, n'avez pas nécessairement la so-



lution complète non plus. Mais nous partageons un objectif commun : produire, nourrir et subvenir aux besoins de vos familles », a-t-il déclaré. Le Président du Conseil a réaffirmé sa vision de professionnalisation des ZAAP, afin d'améliorer durablement les conditions de vie des producteurs et de renforcer la stratégie nationale d'autosuffisance et de souveraineté alimentaires. « Au-delà de la sécurité alimentaire, il est impératif d'atteindre la souveraineté alimentaire. Les produits importés sont financés par l'argent des Togolais, lequel profite à d'autres pays. Or, notre pays a la capacité de produire suffisamment

pour nourrir sa population », a-t-il insisté. Pour matérialiser cet engagement, le Président du Conseil a procédé à la remise d'équipements agricoles, notamment 12 tracteurs et 12 motoculteurs, aux exploitants agricoles du CTA de Guérin-Kouka.

Dans la même journée, le Président du Conseil a poursuivi ses échanges avec les producteurs agricoles de la préfecture de la Binah, notamment à Tchikawa, où il a été chaleureusement accueilli par les acteurs locaux. Satisfait des avancées enregistrées sur les huit ZAAP que compte la localité, il a félicité les producteurs pour leur rôle pionnier et les ré-

sultats obtenus en matière d'autosuffisance alimentaire.

Réitérant sa vision d'une nouvelle agriculture togolaise, fondée sur la réduction de la pauvreté en milieu rural, le Président Faure Gnassingbé a encouragé les producteurs de la Binah, et plus largement l'ensemble des agriculteurs togolais, à poursuivre leurs efforts afin d'inspirer d'autres initiatives similaires.

Il a réaffirmé sa détermination à soutenir les exploitants agricoles à travers la promotion des ZAAP, la mécanisation agricole et la mise en place continue d'infrastructures socio-économiques de base. À cet effet, d'importants lots d'équipements et de matériels agricoles ont également été mis à la disposition des ZAAP de la Binah.

Que ce soit à Guérin Kouka ou à Tchikawa, les producteurs ont exprimé leur gratitude au Président du Conseil pour sa politique de proximité et de développement rural, rendue possible par des mécanismes innovants tels que les ZAAP, les projets connexes

et la création de l'Agence de transformation agricole (ATA). Ces deux préfectures sont dotées de Centre de transformation agricole (CTA), l'une des trois composantes de l'écosystème de l'Agropole de Kara, assurant l'agrégation des productions, la fourniture de services financiers et non financiers, ainsi que le prétraitement des produits agricoles.

Au nom du gouvernement, le ministre de l'Agriculture, Gbégbeni Lékpa les a exhortés à travailler dans l'unité et la solidarité, à respecter les conditions des programmes de soutien et à assurer une bonne maintenance des équipements reçus.

À ce jour, le Togo dispose de 231 ZAAP, dont une vingtaine de ZAAP d'excellence sur l'ensemble du territoire national, confirmant l'ambition du pays de devenir un pôle d'excellence agricole et d'exportation en Afrique de l'Ouest. La préfecture de Dankpen compte 16 ZAAP et 8 pour celle de la Binah.

WARAA

Amélioration des climats des affaires

Un véritable atout pour l'économie nationale

En 2026, l'économie togolaise s'annonce sous des perspectives résolument optimistes. Dans la continuité des années précédentes, le pays aborde le nouvel exercice budgétaire avec confiance, porté par une stratégie cohérente et la poursuite des réformes engagées dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale.

Au fil de la dernière décennie, le Togo a consolidé un cadre macroéconomique stable, renforçant la confiance des investisseurs et sa capacité à résister aux chocs extérieurs. Cette stabilité, fruit d'une gestion rigoureuse des finances publiques et d'une amélioration progressive du climat des affaires, constitue aujourd'hui l'un des principaux atouts de l'économie nationale.

Les investissements structurants de-

meurent au cœur de cette dynamique. Infrastructures routières, logistiques et énergétiques continuent de transformer le paysage économique. Ces projets facilitent les échanges, soutiennent l'industrialisation et renforcent la compétitivité du tissu productif. Une tendance appelée à s'intensifier en 2026.

Des projections encourageantes

Dans l'exposé des motifs du projet de loi de finances 2026, le gouvernement souligne que, malgré un contexte mondial marqué par des crises successives, l'exécution des réformes et projets inscrits dans la Feuille de route Togo 2025 s'est poursuivie sans relâche.

Les autorités estiment que l'économie est restée dynamique, sou-



tenue par les investissements publics et privés. Cette dynamique devrait se maintenir. La croissance est attendue à 6,2 % en 2025, avant d'atteindre 6,5 % en 2026. Le PIB nominal passerait ainsi de 6 995,4 milliards de francs CFA en 2025 à 7 595,1 milliards en 2026, soit une progression de 8,6 %.

Des performances qui traduisent la vitalité des différents secteurs de l'économie et la consolidation progressive des acquis.

Diversification et secteur privé en moteur

La diversification économique constitue un levier essentiel de cette progression. Agriculture modernisée, transformation industrielle, services et économie numérique s'imposent comme des piliers complémentaires de la croissance. En misant sur la valorisation des chaînes de valeur locales et l'innovation, le

Togo entend réduire sa dépendance aux secteurs traditionnels et renforcer sa capacité de création de richesse.

Le secteur privé joue également un rôle déterminant. Soutenues par des réformes incitatives et un accompagnement institutionnel renforcé, les petites et moyennes entreprises bénéficient d'un environnement de plus en plus favorable. Elles contribuent activement à la création d'emplois et à l'élargissement de la base économique nationale.

À l'horizon 2026, tous les indicateurs convergent vers une consolidation de la trajectoire économique du pays, avec l'ambition affichée d'une croissance durable et inclusive au bénéfice de l'ensemble des Togolais

La Rédaction

OTR

La grande refonte fiscale est en marche

En 2026, le Togo engage une transformation majeure de son système fiscal. Portée par la loi de finances, cette réforme d'envergure ambitionne de faire de la fiscalité un levier stratégique au service du développement, de l'équité sociale et de la souveraineté économique.

Au cœur de cette mutation : la modernisation de l'administration financière. Les autorités misent sur la simplification des démarches, l'amélioration de la relation entre l'administration et les contribuables, ainsi que sur la digitalisation des procédures. Objectif affiché : réduire les lourdeurs administratives, limiter les risques de fraude et renforcer la transparence dans la collecte des impôts et taxes.



Des mesures fiscales ciblées et structurantes

La loi de finances 2026 introduit une série de mesures destinées à doter l'État et les collectivités territoriales de ressources accrues pour financer les politiques publiques. Le gouvernement entend soutenir les secteurs économiques stratégiques tout en répondant aux impératifs sécuritaires et

sociaux. « Parmi les axes forts figure l'élargissement de l'assiette fiscale, accompagné d'une volonté de préserver la stabilité des finances publiques. Le secteur privé bénéficie également d'un accompagnement renforcé, avec des mesures destinées à stimuler l'investissement.

Dans cette dynamique, la production locale est encouragée par l'exonération de la TVA sur les produits issus de l'élevage et de la pêche.

Une initiative qui vise à soutenir les filières nationales et à renforcer la compétitivité des acteurs locaux.

Autre innovation : les jeunes et les femmes entrepreneurs titulaires de marchés publics réservés pourront différer le paiement des frais d'enregistrement jusqu'au versement de l'avance de démarrage ou du premier acompte. Une mesure pensée pour alléger la pression financière au lancement des projets.

Vers davantage d'équité fiscale

La réforme met également l'accent sur la justice fiscale. Le gouvernement prévoit un encadrement plus strict de la déductibilité de la TVA sur certaines dépenses (restauration, transport, spectacle, hébergement), afin de limiter les abus.

La généralisation de la facturation électronique certifiée constitue un autre pilier de cette stratégie. Elle devrait contribuer à la lutte contre la fraude et à une meilleure traçabilité des opérations économiques.

Certaines dispositions fiscales feront par ailleurs l'objet de reformulations et de réajustements pour les adapter aux réalités économiques actuelles.

Mobilisation accrue des recettes non fiscales

Au-delà des impôts et taxes, l'exécutif entend optimiser la mobilisation des recettes non fiscales sur la période 2026-2028. Cela passera notamment par l'identification de nouvelles sources de revenus et la poursuite de la matérialisation des procédures.

Suite 5 la p 5

N° 0548 - Jeudi 12 Février 2026

Cartes Nationales d'Identité

Un réseau de faussaires démantelé

La Police nationale togolaise a mis fin aux activités d'un réseau spécialisé dans la falsification de cartes nationales d'identité à Avepozo. L'opération, menée le 9 février 2026 aux environs de 14 heures dans le quartier Avepozo Tropicana, a permis l'interpellation de deux individus présumés impliqués dans cette affaire.

Il s'agit d'ATANGANA, de nationalité camerounaise, et de A. Edmond, de nationalité togolaise. Les deux hommes sont poursuivis pour faux et usage de fausses cartes nationales d'identité togolaises.

Selon les informations communiquées par la Police nationale, l'enquête a été ouverte à la suite de renseignements faisant état de l'existence d'un réseau or-

ganisé produisant de faux documents d'identité à partir de supports authentiques. Le mode opératoire consistait à utiliser des logiciels de traitement d'images afin de modifier les photographies, ainsi que les noms et prénoms figurant sur les cartes. Le niveau de sophistication des faux documents les rendait difficilement détectables par des personnes non spécialisées dans la fraude documentaire.

Pour éviter d'éveiller les soupçons, les faussaires attribuaient aux usagers des noms à consonance togolaise afin de renforcer l'apparence d'authenticité des pièces produites. ATANGANA aurait été interpellé alors qu'il attendait la livraison d'un faux document, tandis que A. Edmond est présenté comme un



membre clé du réseau.

Les deux suspects sont actuellement à la disposition des services d'enquête et devraient être présentés devant les juridictions com-

pétentes. Les investigations se poursuivent afin de démanteler l'ensemble du réseau.

La Police nationale invite par ailleurs la population à se faire établir les

documents d'identité exclusivement auprès des services étatiques habilités, à vérifier l'authenticité de tout document en cas de doute et à signaler toute tentative de falsification. Elle réaffirme sa détermination à lutter sans relâche contre toute atteinte à la sécurité et à l'intégrité des documents officiels de la République.

WARAA

Togo/Politique

Après trois décennies de dialogues en pointillés, la tentation du statu quo

Depuis les premières vagues démocratiques des années 1990, le Togo a multiplié les initiatives de dialogue politique. Conférences nationales, coalitions successives COD 1, COD 2 et autres regroupements jusqu'en 2005 ont rythmé la vie publique. Pourtant, pour de nombreux observateurs, ces cadres d'échanges ont produit des résultats pour le moins modestes. Ils auraient surtout servi de tremplin à certains leaders politiques, leur offrant visibilité et positions institutionnelles au nom de la réconciliation nationale. Au moment où les rumeurs d'un éventuel dialogue se font de plus en plus pressantes, beaucoup de togolais font grise mine. Leur attitude s'explique par le fait qu'ils ont vu beaucoup d'eau couler sous pont par rapport à ces multiples dialogues auxquels le Togo est coutumier mais qui ont toujours accouché des résultats décevants.

Au delà des appréhensions légitimes, se cache un inconnu de taille. Entre le parti au pouvoir et les acteurs de l'opposition, qui a besoin actuellement du dialogue et à quelle fin ?

L'Accord Politique Global (APG) par exemple, si-



gné avec l'ambition de poser les bases d'une décrispation durable, n'aurait pas été appliqué à plus de 40 %, selon plusieurs experts politiques. De son côté, l'accord conclu en 2010 entre le RPT devenu depuis UNIR et l'UFC n'aurait débouché, aux yeux de ses détracteurs, que sur une redistribution de postes ministériels et préfectoraux, sans réformes structurelles majeures.

Le Cadre permanent de concertation, censé réunir régulièrement les acteurs politiques autour des questions socio-politiques, est aujourd'hui largement boudé par une partie significative de l'opposition. Résultat : un climat de méfiance persistante s'est installé entre le pouvoir et ses adversaires, fragilisant da-

vantage la culture du consensus.

À la suite des élections législatives de 2025, remportées par l'UNIR, le parti au pouvoir détient désormais les leviers institutionnels nécessaires pour gouverner. Pour certains analystes, l'heure ne serait plus aux dialogues à répétition, mais à l'action concrète en faveur du bien-être des populations.

Dans ce contexte marqué par trois décennies de concertations aux effets limités, évoquer un nouveau dialogue politique apparaît, pour une partie de l'opinion, comme un refrain déjà entendu et peu porteur d'espoir.

Michel Tchadja

OTR

La grande refonte fiscale est en marche

Suite de la p 4

res de recouvrement.

Le gouvernement prévoit également de sensibiliser les usagers des services publics à l'obligation de réclamer les quittances du Trésor public pour toute prestation payante. D'autres actions sont envisagées : création de nouvelles régies de recettes, révision des contrats d'occupation du patrimoine immobilier de l'État, renforcement du recouvre-

ment des dividendes des sociétés à participation publique et exécution des décisions de justice générant des créances au profit de l'État.

Avec cet ensemble de réformes, le Togo affiche une ambition claire : bâtir un système fiscal plus moderne, plus équitable et plus performant, capable de soutenir durablement la croissance et de renforcer l'attractivité du pays.

La Rédaction

N° 0548 - Jeudi 12 Février 2026

La cartographie communale

Un impératif pour le développement territorial

La planification efficace des communes repose sur un outil fondamental et souvent sous-estimé : la cartographie. Pourtant, une question demeure essentielle : à quand la mise en place systématique d'une cartographie fiable et actualisée des communes du Togo ?

La cartographie communale ne se limite pas à un simple tracé de frontières sur une carte. Elle constitue un véritable instrument stratégique d'aide à la décision. La délimitation précise des territoires permet aux autorités locales de mieux organiser l'aménagement, de planifier

les infrastructures, d'optimiser la gestion foncière et d'anticiper les besoins des populations.

La définition claire des limites territoriales des communes s'impose comme une priorité. En effet, l'absence de frontières précises peut engendrer des conflits administratifs, des chevauchements de compétences, des difficultés dans la mobilisation des ressources et une mauvaise répartition des investissements publics. À l'inverse, une cartographie bien établie favorise une gouvernance locale plus efficace, plus transparente et plus équitable.

Dans un contexte



de décentralisation et de recherche de développe-

ment local durable, la cartographie devient un levier incontournable. Elle permet de mieux cerner les potentialités économiques, agricoles, environnementales et sociales de chaque territoire. Elle facilite également la planification des projets structurants, la gestion des risques et la mise en œuvre de politiques publiques adaptées aux réalités locales.

La cartographie communale est donc bien plus qu'un outil technique : elle est un socle pour le développement harmonieux des territoires. Investir dans la production

et l'actualisation des données cartographiques, former les acteurs locaux à leur utilisation et intégrer ces outils dans les processus décisionnels constituent des étapes essentielles pour renforcer l'efficacité de l'action publique.

En définitive, si l'on aspire à un développement territorial cohérent et durable, la question n'est plus de savoir si la cartographie des communes est nécessaire, mais plutôt quand et comment elle sera pleinement intégrée comme outil prioritaire de planification locale.

Michel Tchadja

Football féminin Askô sacrée championne du Togo

Le championnat national féminin de première division (D1 Lonato), saison 2024-2025, a livré son verdict au Togo. L'Association sportive de la Kozah (ASKO) Féminine a été sacrée championne, dimanche 8 février, à l'issue de la dernière journée de la compétition.

Opposées à l'AS OTR, les joueuses de la Kozah se sont largement imposées sur le score sans appel de 5 buts à 0. Une victoire édatante qui permet à ASKO Féminine de conserver son titre, après son sacre lors de la saison 2023-2024.

Très satisfait de la performance de son équipe, l'entraîneur d'ASKO Féminine, Kadanga Bakā, a salué l'enga-



gement et la cohésion du groupe. « Nous avons pris un engagement envers nos dirigeants et nous l'avons respecté. Les filles ont fait preuve de combativité et ont su démontrer tout le travail accompli. C'est l'esprit d'équipe et l'entente qui ont fait la différence », a-t-il déclaré.

Grâce à ce nouveau titre, le club de Kara représentera le Togo au tournoi qualificatif de l'UFOA B pour la Ligue des champions féminine de la CAF 2026. Pour rappel, quatorze clubs ont pris part au championnat cette saison.

WARAA

SAVOIR

👁️

NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

PHARMACIES DE GARDE		
Du 09 au 16 FEVRIER 2026		
PHARMACIE JEANNE D'ARC	90 86 40 51	Près de Maroc-Renault-Star
PHARMACIE ETOILES	90 27 05 05	10 Av. Nouvelle Marche
PHARMACIE BIOVA	70 23 19 23	Bd Houphré-Boigny
PHARMACIE CHATEAU-D'EAU	71 33 88 88	Av. Augustino de Souza, près du Château d'eau de BE
PHARMACIE ESPERANCE	22 21 01 28	Av F.J. STRAUSS, Face Ecole Fran aise
Nyékoukpè Route Adjofo		
PHARMACIE ROBERTSON	22 22 28 41	607 Avenue François MITTERRAND Nyékoukpè
PHARMACIE AMITIE	90 86 40 51	72 Av. des Hydrocarbures SOTED
PHARMACIE ST KISITO	96 27 05 05	Bd. de la Kara près du Bar TAMTAM
PHARMACIE RAOUHA	70 23 19 23	Située au 4485 Boulevard Zio Hedzranawo, der-rière TOGO 2000
PHARMACIE N.D. DE LA TRINITE	91 0029 17	Site au 20 boulevard de la Paix à Super Taco
PHARMACIE FOREVER	96 68 03 03	01 BP 4884 Lomé 1-TOGO-52 Avenue des
Kondona, face Garage Central Administratif		
PHARMACIE SANTA MADONNA	70 54 29 07	Kégué, face maison Kader Coubadja & Eglise catholique Ste Thérèse
PHARMACIE BIEN ETRE	70 54 29 07	100, bd du haho hedzranawo, à côté de la station d'essence total
PHARMACIE KELEGOUGAN	92 95 38 38	100m de la station TOTAL Kelegougan et du bar Oligado
PHARMACIE O GRAIN D'OR	71 90 11 66	Contournement Lomé
PHARMACIE SEPOPO	70 34 65 65	ADAKPAME grand contournement, rond point
Savaketo non loin de la station Somayaf		
PHARMACIE PHARMACIE 2000	96 37 94 25	BE KPOTA près du Marché Dzila
PHARMACIE BETHIEL	91 86 29 87	ADIDOGOME Soviépe, bd du 30 Août, face
Orabank et Banque Atlantique		
PHARMACIE DES ECOLES	22 51 75 75	Face Lycée Technique Adidogomé et près du CEG,
Route de Kpalimé		
PHARMACIE EL-NISSI	99 73 39 32	Rte Lomé-Kpalimé, carrefour Apedoké-Gbomramé
à 200 m de la station total d'Apedoké		
PHARMACIE HOSANNA	97 77 69 59	Carrefour Sagbado-Sémékronawo, en face de la
station service SANOL		
PHARMACIE MAGNIFICAT	70 44 51 59	Adidogomé Agblégan, rue de la pampa à 100 m du
alaïro al de Yoké		
PHARMACIE GREENRX	92 96 19 19	Segbé dans l'immeuble Mabiz Plaza Non loin du
Rond point Douane		
PHARMACIE MATHILDA	93 02 52 12	Route PATASSE - Lomégan - ODEE
PHARMACIE EL-SHADAÏ	96 80 09 10	Face Ecole Théologie ESTAO
PHARMACIE ENOULI	22 25 90 68	Station d'Agblédogon
PHARMACIE LE GALIEN	22 51 71 71	Rue Pavée d'Adidogon
PHARMACIE DES ROSES	70 42 37 72	AGOE - Vagbo ossito, rés de l'entre rise de l'Union
PHARMACIE BETANIA	96 80 10 11	Rue Sita, Totsi-Glenkomé non loin de la salle des
Témoins de Jéhovah		
PHARMACIE VOLONTAS DEI	70 42 23 60	Avéjji, Carrefour "SUN CITY", face à l'ancien
par Sun City		
PHARMACIE EL-SHAMMAH	70 43 25 85	Sise à Amadahomé à côté de la Maison des Jeu-
PHARMACIE NOTRE DAME DE LOURDES	70 44 01 01	Carrefour Maison Blanche en allant à "Deux Lions"
en face de STAM		
PHARMACIE LA GRÂCE	90 56 16 81	Près de l'Auberge Sahara avant la Station SUN
AGIP Agô		
PHARMACIE TCHEPSON	70 42 94 41	Face Terminal du Sahel Togblékopé
PHARMACIE LE ROCHER	92 30 05 56	Agô zongo, sur la route nationale N° 1, près du
PHARMACIE REGINA PACIS	70 45 98 58	ADETIKOPE, Rte National NO1 près du bar Sous
l'Antenne		
PHARMACIE ALTA	77 08 46 46	AGOE Anorkou Route Mission Towé en face du Centre Culturel Loyola
PHARMACIE LA MAIN DE DIEU	93 40 21 21	AGOE ASSIYEYE non loin de l'église des As-
sentées de Dieu (Temple Galilé)		
PHARMACIE DIVINA GRACIA	93 83 91 00	quartier Agô-Flori Carrefour Balara-Balana
PHARMACIE LA BARAKA	90 17 49 28	Agô LOGOPE, non loin de l'ECOLE LA
BRUMERE A PROXIMITE DU CAMP GP		
PHARMACIE ZOSSIME	70 48 26 64	AGOE - Zossimé, près du marché
PHARMACIE SAINT SYLVESTRE	93 51 51 98	Zangéra, quartier Sangueramé, non loin du rond-
point Sangueramé		
PHARMACIE ST PHILIPPE	90 67 33 24	SANGUERA Rte Lomé - Kalimé rés de la Station
services OAND		
PHARMACIE EVA	92 18 32 32	SANGUERA, Kilkamé, Non loin du T-OIL
PHARMACIE NOUVELLE TULIPE	99 47 00 70	Rte de Mission - Towé, Près de la station CAP
Agô-Légassito		
PHARMACIE GRATITUDE	92 18 94 85	Agô Legassito Zovadjin non loin du carrefour
PHARMACIE BAGUIDA	70 42 47 77	Face CMS de Baguida
PHARMACIE AVEPOZO	93 01 73 51	AVEPOZO Be Kome à côté de la place publique
04 BP 363 Lomé - Togo		
PHARMACIE SAINT PIO	93 40 40 40	KLOBATEME, non loin du CMS Klobatémé et
près du complexe scolaire Le Bon Samaritain		
PHARMACIE AJP-Abolave	90 41 34 02	Djabilité, sur la route d'abolavé, non loin de de l'Ins-
titut Scolaire le Souverain		



ASSURANCE MALADIE
UNIVERSELLE | AMU INAM

8220

devient un
numéro vert

- Informations
- Conseils
- Réclamations
- Plaintes

Contactez-nous



8220

Appels désormais gratuits

INAM, toujours à votre écoute !



Chers usagers de la route,
Présenter les gros billets au poste de péage, crée
l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la
perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie
selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et
citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner
en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de
péage.

**Ceci est un message de la Société Autonome de
Financement de l'Entretien Routier (SAFER)**